



Agissements d'agents de l'ex-Dosi

Le ministère chargé d'organiser le secteur informel prend ses responsabilités

Dans un communiqué publié le 11 mars dernier, le ministère chargé de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel prend ses responsabilités face à des agissements répréhensibles d'agents de l'ex-Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi) et met en garde ces derniers.



PAGE 5

POLITIQUE



Acceptation d'une trêve sociale

Une belle victoire du dialogue social en faveur du secteur éducatif

Le 10 mars dernier, à l'issue d'une concertation avec tous les acteurs du système éducatif, un mémorandum d'entente est signé. Nous nous demandions ...

PAGE 3

ACTUALITE



Garantie de loyer, caution et bail d'habitation

Le ministère en charge de l'Habitat explique ce qu'il faut retenir du décret réglementant les pratiques dans le secteur

La caution, la garantie de loyer et du bail d'habitation ainsi que le modèle de contrat de bail d'habitation réglementés par le décret n°2022-001/PR ont récemment fait l'objet ...

PAGE 8

ENVIRONNEMENT

Production et consommation durable

Les acteurs ne s'accordent pas sur les freins à l'agriculture écologique

Les Objectifs de développement durable 2 et 12 (ODD 2 et 12) visent à parvenir à une ...

PAGE 10



Coopération financière allemande

Le portefeuille de la KfW s'élève à 102,08 milliards de FCFA

La Coopération financière allemande (KfW) dispose actuellement d'un portefeuille de 102,08 milliards de FCFA au Togo. Ce portefeuille permet de financer des projets dans les domaines de la santé, de l'énergie, de la décentralisation, des pistes rurales, de l'enseignement technique et professionnel.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Pistes rurales : ultime avertissement aux entreprises défailtantes

Les entreprises défailtantes dans l'exécution des travaux d'extension et de réhabilitation du réseau des pistes rurales disposent d'un dernier délai d'un mois (depuis le 09 mars) pour se conformer à leurs engagements contractuels. C'est l'ultimatum posé il y a quelques jours par le ministre en charge du secteur, via un communiqué.

En effet, "un retard important" a été accusé par certaines entreprises. A titre d'exemple, certaines, dont les travaux ont démarré en juillet 2021, ont aujourd'hui un taux d'avancement ...

PAGE 3

49eme session ordinaire

Le Comité interparlementaire de l'Uemoa réuni à Lomé du 14 au 23 mars 2022

Le Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CIP-Uemoa) se réunit à Lomé du 14 au 23 mars 2022 dans le cadre de sa 49eme session ordinaire. Au programme de cette session, il y aura une revue de l'Union en 2021, et la soumission du rapport aux parlementaires.



PAGE 11

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Mali/Sécurité Pour maintenir la mission de formation des forces armées, l'UE exige des garanties</p>  <p>P 4</p>	<p>Recyclage des plastiques Utrader veut produire au moins un million de sacs pour écoliers</p>  <p>P 10</p>	<p>Une formation gratuite pour les évangélistes de rue Une initiative de deux associations chrétiennes togolaises</p>  <p>P 11</p>
---	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

La Charité : Restaurant de bons plats africains à Sotouboua

Où manger des bons plats africains à Sotouboua et alentours ? Une bonne adresse : restaurant la charité. Fille d'agriculteurs, PANASSI Essozimna, la propriétaire du restaurant a commencé en 2015 avec le produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Cette femme résiliente âgée de 46 ans, mariée et mère de trois enfants est donc à son propre compte et s'en sort très bien. Désireuse de moderniser « La Charité », elle a demandé et obtenu récemment 3 500 000 FCFA avec le produit phare Nkodédé, ce qui lui permettra de s'adapter à l'évolution du comportement de ses clients.

PANASSI Essozimna est titulaire d'un C.A.P. de sténodactylographie qui lui a permis d'occuper le poste de Secrétaire dactylographe dans une structure privée à Sokodé. Devenue femme mariée et mère, elle a dû abandonner son travail pour rejoindre son mari à Sotouboua. Mais, elle ne voulait pas se contenter d'assumer uniquement le rôle de ménagère. « Au-delà de m'occuper des enfants, je voulais aussi jouer comme mon mari un rôle économique dans le ménage » confie-t-elle.

Elle finit par choisir un secteur où les femmes sont traditionnellement compétentes (préparation des aliments) et qui présente certains avantages non négligeables, comme ceux de nécessiter peu d'investissement (elles

utilisent les équipements déjà disponibles dans leur cuisine), de leur permettre de concilier leurs travaux domestiques avec l'AGR et de nourrir à coût réduit leur famille. Elle raconte : « j'adore faire la cuisine. Surtout la pâte de maïs accompagnée de la sauce de sésame. J'ai réfléchi et j'ai décidé que je peux me lancer ».

C'est à la radio qu'elle entend parler du FNFI et de ses produits pour la première fois en 2014. Mais, elle hésite à faire le pas. « J'aurais pu être parmi les premières bénéficiaires. Mais je me disais que c'est encore de la politique. Finalement la femme d'un ami de mon mari m'a convaincu. Elle a pu démarrer une activité avec le FNFI ». Essozimna fait les démarches et obtient son premier crédit



PANASSI Essozimna

APSEF en juillet 2015. « J'ai acheté deux sacs de maïs et j'ai démarré. Et ce fut une réussite ». Avec ses épargnes et les prêts successifs APSEF obtenus pour boucler le cycle du produit, elle réussit à construire un bâtiment modeste pour ses clients

Un succès dû au fait que le secteur de la restauration africaine répond à une forte demande des populations urbaines. Il propose des aliments à la fois traditionnels à base de produits locaux. Essozimna sert aux populations de Sotouboua des aliments prêts à être consommés,

au goût populaire et à des coûts acceptables. Au-delà du coût, sa cuisine n'est pas moins savoureuse. « Mes clients adorent ma sauce sésame avec des petits poissons et de la moutarde. Mais je vends aussi les autres sauces » annonce-t-elle. Si vous êtes de passage à Sotouboua, laissez-vous tenter par la cuisine de cette dame très surprenante, qui ne vous décevra jamais.

Malgré son succès, Essozimna veut moderniser son restaurant et recruter du personnel. Pour atteindre son objectif, elle s'est rapprochée du

FNFI pour avoir le produit Nkodédé. Elle raconte : « Vous savez, la clientèle d'aujourd'hui ne veut plus payer pour attendre des heures et se retrouver dans un cadre quelconque et bruyant. Avec Nkodédé, je vais pouvoir agrandir mon restaurant et penser à avoir du personnel », explique Essozimna. Et elle conclut par un conseil à l'endroit des femmes : « quand vous démarrez une activité, n'utilisez pas tout ce que vous épargnez pour des dépenses sociales (fêtes communautaires, mariage, décès, etc.). Il faut chercher à réinvestir cet argent »

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... physique de moins de 35% contre un délai contractuel consommé de plus de 95%. D'autres encore affichent moins de 15% d'avancement, pour un délai consommé de plus de 60%, après avoir démarré en novembre dernier. Des cas d'abandon de chantier sont en outre remarqués, tandis que

d'autres prestataires sont à la traîne dans la mobilisation du personnel minimal requis et les matériels de travail, observe le ministère créé en octobre 2020 pour porter la politique gouvernementale de désenclavement et d'accompagnement du secteur agricole. Alors que la période reste encore propice aux travaux

(avant l'arrivée des pluies), les entreprises concernées sont invitées à se mobiliser sur les chantiers et à accélérer. A défaut, annonce le ministère, des dispositions seront prises, "avec toutes les conséquences qui s'imposent". Les détails sur l'avancement des travaux sont déjà consultables dans le quotidien national depuis

quelques jours. Pour rappel, le Togo ambitionne de réaliser d'ici 2025, au moins 4000 km de pistes rurales dans l'ensemble des 05 régions économiques. L'objectif est de faciliter l'accès des populations rurales aux infrastructures socio-économiques de base, et désenclaver les zones à

fort potentiel de production agricole. Dans leurs processus d'attribution, les différents projets font la part belle aux entreprises locales, aux jeunes et aux femmes. Il y a un an déjà, le ministère avait déjà rappelé à l'ordre plusieurs entreprises.

Acceptation d'une trêve sociale

Une belle victoire du dialogue social en faveur du secteur éducatif

Le 10 mars dernier, à l'issue d'une concertation avec tous les acteurs du système éducatif, un mémorandum d'entente est signé. Nous nous demandions si cela suffira à apporter une accalmie durable dans le système éducatif togolais ? Nos investigations nous ont permis de découvrir les différentes avancées obtenues en faveur du secteur. D'ailleurs, une belle victoire est obtenue par tous les participants au processus du dialogue, puisqu'une trêve sociale est acceptée. Voilà qui prouve encore une fois que même si la grève peut constituer une pression efficace sur l'employeur, le dialogue n'a pas d'égal face aux problèmes sociaux.

Tous les acteurs ont reconnu les avancées obtenues en faveur du secteur éducatif. Il y a par exemple les importants recrutements effectués ces dernières années et ceux programmés pour cette année 2022 ; l'adoption et la mise en œuvre du décret n°2018-130/PR portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ; les revalorisations de primes et le maintien des privilèges et avantages spécifiques dont bénéficient les enseignants ; l'accroissement des appuis techniques et subventions de l'Etat à l'enseignement confessionnel.

Par ailleurs, l'on note la mise en place du programme School Assur ; la suppression des frais de scolarité dans l'enseignement secondaire général et technique et des frais d'inscription aux examens nationaux ; le renforcement des équipements scolaires par la distribution de mallettes pédagogiques, de matériels informatiques et de bureaux et de matériels de laboratoires aux établissements scolaires ; le lancement des travaux de construction de 30 000 salles de classes d'ici 2025. À l'issue des travaux de la semaine dernière, le gouvernement a décidé de mettre en place un



Gilbert Bawara

crédit exceptionnel de cinq milliards de francs CFA. Ce fonds permettra d'améliorer de manière substantielle la rémunération et le traitement des fonctionnaires enseignants sur cinq ans, à compter de janvier 2021, d'accorder une aide aux Enseignants volontaires (EV) des établissements scolaires publics et d'améliorer davantage les appuis que l'Etat accorde à l'enseignement confessionnel.

De plus, toutes les parties

se sont engagées de façon unanime, à mettre en place et à observer, de bonne foi, une trêve sociale pendant la période au cours de laquelle la gratification exceptionnelle sera octroyée. Elle est destinée à préserver le climat d'apaisement indispensable pour le déroulement convenable des activités scolaires et pédagogiques. Les différentes parties se sont également engagées à continuer de privilégier le

dialogue et la concertation et à faire preuve de modération et de responsabilité pour résoudre toute difficulté et tout conflit collectif qui se produirait.

En outre, tous les acteurs du secteur de l'éducation ont proposé unanimement la création d'un Fonds national de soutien à l'éducation comme moyen de favoriser la mobilisation et les contributions de toutes les bonnes volontés pour répondre aux nombreux défis et besoins du système éducatif togolais. Sur ce point, le gouvernement s'est engagé à approfondir les réflexions sur les conditions et modalités de mise en œuvre de cette proposition. Le ministre de la Fonction publique, Gilbert Bawara, met en garde les syndicats qui n'auraient pas une base légale et qui seraient tentés de mener des mouvements de cessation de travail, qu'ils pourraient subir la rigueur de la loi.

Edem Dadzie

Coopération financière allemande

Le portefeuille de la KfW s'élève à 102,08 milliards de FCFA

La Coopération financière allemande (KfW) dispose actuellement d'un portefeuille de 102,08 milliards de FCFA au Togo. Ce portefeuille permet de financer des projets dans les domaines de la santé, de l'énergie, de la décentralisation, des pistes rurales, de l'enseignement technique et professionnel.

Une revue du portefeuille des projets financés par la Coopération allemande s'est déroulée le 10 mars dernier à Lomé. Cette revue est présidée par Mme Ablamba Ahoéfavi Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République en présence de la directrice du bureau de la KfW, Mme Sonja Wassermann.

L'objectif de la revue est de faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue organisée en novembre 2021. Elle permet également de faire l'état des lieux de chaque projet, notamment

les avancées, les goulots d'étranglement et de réfléchir sur les approches de solution permettant d'accélérer le rythme d'exécution des projets pour une meilleure performance.

La revue est disponible en ligne avec la nouvelle dynamique de programmation, de mise en œuvre et de suivi et évaluation des investissements publics induite par la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 visant une croissance économique inclusive, durable et génératrice des emplois.

Cette revue est sanctionnée par une satisfaction des



Vue partielle des participants

parties allemande et togolaise par rapport aux résultats positifs enregistrés. Elles se sont

félicitées du dynamisme de la coopération. Des recommandations sont également formulées pour

améliorer la performance du portefeuille des projets.

Félix T.

Burkina Faso

Les anciens combattants en renfort pour vaincre le terrorisme ?

Le nouvel homme fort de Ouagadougou veut compter sur les retraités pour vaincre le terrorisme. Du moins, c'est ce qui laisse paraître cet appel aux militaires du rang et sous-officiers partis à la retraite il y a que 3 ans.

Est-on rentré de plain-pied dans le fameux projet de reconquête du colonel major David Kabré qui annonçait aux lendemains de sa prise de service comme chef d'Etat-major général des Armées que « Au regard des priorités, l'heure n'est plus aux beaux discours, mais à l'action » ? En remplaçant le général de brigade Gilbert Ouedraogo en février dernier, le nouveau chef d'Etat-major général s'était positionné en homme pressé et en homme d'action. Sa première trouvaille semble être celle des réservistes partis à la retraite il y a 3 ans.

On est presque étonné du communiqué du 10 mars 2022

dans lequel le colonel Paul-Henri Damiba a lancé un appel à une mobilisation de l'armée de réserve pour les « besoins de la Nation ». Quand on se rappelle les motifs généraux qui avaient été avancés pour justifier la destitution du président Roch Marc Christian Kaboré, on est tout simplement déçu que la junte au pouvoir en vienne à opter pour des « réservistes » pour faire reculer le terrorisme ambiant dans le pays. On s'attendait à « mieux ».

On aurait été moins surpris, si cette décision était une émanation de la nouvelle administration au pouvoir. Hélas. Ce recrutement avait été proposé, depuis 2019 sous le



Lt. Col. Damiba, président de la transition burkinabé

président Kaboré, mais certaines inquiétudes sur l'efficacité, la prise en charge et le statut de ces réservistes, en cas de désertion, avaient poussé les autorités à retarder sa mise en œuvre. Face à l'incertitude et à la navigation à vue des nouvelles autorités putschistes, cette mobilisation est lancée, sans aucune étude sérieuse préalable.

Après tout, on comprend cet empressement du président de la transition burkinabé qui devrait agir vite, face à la récurrence des attaques, celle de Dori, à une centaine de kilomètres à l'est d'Arbinda le lundi 14 mars dernier, faisant 15 morts, et celle d'Arbinda même hier mercredi 15 mars, tuant 7 personnes.

Difficile même, pour le chef d'Etat-

major général et son président de transition de dire le nombre exact de réservistes attendus. « On ne peut pas dire combien de personnes vont s'engager pour le moment et leur qualité » affirme une source militaire. Ils pourraient, selon cette source, remplacer les plus jeunes dans les casernes, dans les bureaux ou au sein des postes sédentaires qui ne demandent pas d'efforts physiques particuliers.

Qu'à cela ne tienne, les Burkinabé sont face à leur destin qu'ils ont confié malgré eux à une junte. Les actes posés vont lentement mais sûrement dessiner leur réelle vision et leurs vraies capacités à redresser le pays sur la voie de la sécurité et du développement, des leitmotivs qui ont justifié leur forfait le 24 janvier 2022 dernier.

Alexandre Wémima

Mali/Sécurité

Pour maintenir la mission de formation des forces armées, l'UE exige des garanties

Le service européen d'action extérieure dirigé par Josep Borrell aurait écrit le 9 mars au ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop pour demander des garanties en vue du maintien de la mission EUTM de formation des soldats des Forces armées maliennes.



Les Forces armées maliennes

Les Européens voudraient être sûrs que les quelque 16 000 militaires maliens formés par l'EUTM ne se retrouvent pas un jour sous la direction des mercenaires russes du groupe Wagner. C'est le but de cette lettre qu'aurait envoyée le chef de la diplomatie européenne au ministre des Affaires étrangères maliens.

À Bruxelles, le service européen d'action extérieure ne confirme pas le contenu de la lettre de Josep Borrell à Abdoulaye Diop. Une telle lettre est « par nature confidentielle », selon la diplomatie européenne, qui voit par ailleurs une bonne raison pour ne pas s'attarder sur son contenu, à savoir le fait que « la décision n'est pas encore prise ».

Le maintien des deux missions européennes au Mali et surtout de la mission de formation militaire EUTM a toujours été relié par Josep Borrell à la présence des forces Takuba et Barkhane. Mais l'annonce du départ de ces dernières pose maintenant la question du futur de l'opération de formation européenne.

La date d'envoi de cette lettre se situe, en tout cas, après le retour de la mission envoyée au Mali pour évaluer le maintien d'EUTM, « dans les conditions politiques actuelles ». Il s'agit donc ici, de la part de la diplomatie européenne, d'une demande de garanties sur l'emploi des forces armées maliennes formées par les militaires européens.

Pour le moment les consultations vont bon train entre les pays de l'Union européenne sur l'opportunité du maintien des missions au Mali. Voir des soldats maliens formés par les militaires européens se retrouver placés sous les ordres des mercenaires russes de Wagner, est la grande crainte des Européens qui ont justement suspendu leur mission EUTM de Centrafrique pour des raisons identiques.

Rfi.fr

Guerre en Ukraine

La Russie édicte un chapelet de sanctions contre Joe Biden et plusieurs dirigeants américains

Alors que les occidentaux ont sanctionné la Russie et des responsables russes pour la guerre en Ukraine, Moscou a répondu en annonçant mardi, des sanctions contre le président américain Joe Biden et plusieurs hauts responsables américains.

Le président américain Joe Biden, le secrétaire d'Etat Antony Blinken, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin et dix autres responsables de l'administration et personnalités politiques américaines, ont été sanctionnés par la Russie. Cette action de Moscou intervient en représailles au fait que les principaux dirigeants russes, dont le président Vladimir Poutine, ont

la sécurité nationale Jake Sullivan, le directeur de la CIA William Burns et l'attachée de presse de la Maison Blanche Jen Psaki sont également nommés. Plus bas dans la liste, l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le fils de Biden, Hunter, dont les relations avec une entreprise énergétique ukrainienne ont déjà été remises en question et critiquées, sont également inclus.

d'entrer en Fédération de Russie. Cependant, la déclaration du Kremlin indique que Moscou n'exclurait pas un contact avec des responsables américains « s'ils répondent à nos intérêts nationaux ».

Moscou indique également que d'autres noms seront ajoutés à la liste « dans un avenir proche ». « De hauts responsables américains, des responsables militaires, des législateurs, des hommes d'affaires, des experts



Vladimir Poutine, président de la Russie

été placés sur liste noire par Washington.

Le président Biden figure en tête de la liste des 13 noms, suivi de Blinken et d'Austin. Le président des chefs d'état-major interarmées, le général Mark Milley, le conseiller à

Moscou a décrit ces sanctions comme une « contre-réaction » à la « voie extrêmement russophobe prise par l'administration américaine actuelle ». Selon l'agence russe RT, les sanctions incluent l'interdiction à ces personnes

et des personnalités des médias qui sont russophobes ou contribuent à inciter à la haine envers la Russie » seront également mis sur liste noire, a averti le Kremlin.

Béninwebtv.com

Agissements d'agents de l'ex-Dosi

Le ministère chargé d'organiser le secteur informel prend ses responsabilités

Dans un communiqué publié le 11 mars dernier, le ministère chargé de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel prend ses responsabilités face à des agissements répréhensibles d'agents de l'ex-Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi) et met en garde ces derniers.

« Il nous a été rapporté que certains agents de l'ex-Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi), auraient, de leur propre initiative, procédé à des recouvrements indus auprès de bénéficiaires des appuis du secteur informel en dépit de la suspension de toutes activités de cette nature depuis 2018 et en dépit des

instructions formelles à maints égards données à cet effet », lit-on dans le communiqué.

« Le ministère chargé de l'Inclusion financière décline toute responsabilité vis-à-vis de ces actes répréhensibles, dont les auteurs s'exposent, par ailleurs, à la rigueur de la loi et des règlements en vigueur dans notre pays. Des dispositions

sont en cours par les services compétents, afin d'en préciser les contours et situer les responsabilités », précise le ministère dirigé par Mazamesso Assih.

Le ministère demande aux personnes victimes de tels actes de s'adresser à son secrétariat général au plus tard le 1er avril 2022, munies



des documents attestant de paiements pendant la période de suspension.

La rédaction

Agence multilatérale de garantie des investissements

Togo, terre de promotion des Investissements directs étrangers

Une table ronde sur la promotion des Investissements étrangers en Afrique de l'ouest est ouverte le mardi 15 mars à Lomé par le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze. L'objectif est de partager les expériences en matière de promotion des investissements.

Cette table ronde a réuni des ministres de finances et gouverneurs de la Banque mondiale des pays de l'Union économique et monétaire ouest africain (Uemoa) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) et d'autres participants. Initiée par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (Miga), un organisme du groupe de la Banque mondiale, cette assise permet de mener des discussions sur les Investissements directs

étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne dans le contexte de la crise liée à la pandémie du coronavirus.

« Dans cette situation où les besoins d'investissement se font de plus en plus ressentir, force est de constater que les flux des IDE en direction de l'Afrique subsaharienne ont diminué d'environ 12% entre 2019 et 2020 pour se situer à 30 milliards de dollars. Cette baisse des IDE justifie la pertinence de la tenue de cette rencontre qui



Des participants à la rencontre

devra permettre à nos pays de bénéficier de l'expérience de la Miga en matière de mobilisation des investissements du secteur privé dans les pays en développement ainsi que son

expertise pour la fourniture de solutions en vue de couvrir les risques grâce à ses produits de garantie », a expliqué le ministre Kodjo Adedze. L'occasion est donnée à la

ministre de la Promotion de l'investissement du Togo, Rose Kayi Mivedor d'entretenir les participants sur les efforts du Togo en matière de promotion des Investissements directs étrangers.

« Aujourd'hui on voit qu'il y a un fossé dans le financement. Il y a des manques de financement public pour un certain nombre de grands projets dans l'ensemble des pays de la sous-région et le but c'est vraiment de trouver cet élément de substitution de financement pour accompagner le développement dans le pays », a déclaré Yann Burtin, souscripteur au niveau de la Miga.

Félix Tagba

4ème édition du Forum Afrique du CIAN 2022

Le Togo obtient un score honorable de 3,4 sur 5

L'amélioration du climat des affaires au Togo se poursuit au Togo. La 4ème édition du Forum Afrique du CIAN 2022 confirme cet état de fait. Dans ce classement, le Togo fait une progression de 21,4% et se place devant l'Afrique du Sud, le Bénin, la Tunisie et le Sénégal.



La colombe de la paix, l'un des monuments les plus connus du Togo

L'investissement par une entreprise dans un secteur ou pays donné, nécessite la connaissance du marché potentiel, mais aussi des informations sur l'environnement des affaires et les conditions dans lesquels s'exerceront ses activités. C'est dans cette optique que

depuis 1989, le CIAN réalise un baromètre annuel auprès des responsables de filiales des sociétés internationales implantées sur le continent africain.

L'évaluation a pris en compte 39 critères d'appréciation couvrant les domaines tels que les infrastructures,

l'administration, l'économie, les finances, le social, les facteurs de production et le développement durable. Pour l'édition 2021, la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,6 sur 5 légèrement meilleure que celle des trois dernières années. L'Afrique du Nord obtient la meilleure évaluation, devant l'ensemble formé par les pays d'Afrique australe, de l'Est et l'Océan indien, à égalité avec les pays d'Afrique de l'Ouest. En tête de classement global, le Maroc rattrape l'île Maurice.

Le Togo, le Sénégal, le Bénin, l'Afrique du Sud et la Tunisie les suivent grâce à des scores en progression. En effet, les notes publiées ce jeudi 10 mars 2022 mettent en exergue les performances du Togo par rapport à l'appréciation de son environnement des affaires en constante amélioration. Ainsi pour l'évaluation 2021, le Togo obtient un score honorable de 3,4 sur 5 contre 2,8 en 2020, soit un taux de progression

de 21,4%. Cette performance s'explique par les efforts du gouvernement dans plusieurs domaines de l'environnement des affaires et notamment grâce à la croissance économique renouée en 2021 malgré la crise de la Covid 19.

Selon l'évaluation CIAN 2021, en matière de développement des infrastructures logistiques, le pays est un hub maritime de première importance grâce au port autonome de Lomé, dont le trafic a progressé de 15% en 2020 et s'est hissé au quatrième rang des ports à conteneurs d'Afrique (après Tanger, Port Saïd et Durban). Hub logistique et financier, réputé pour sa sûreté (comme celle des eaux territoriales), le Togo veut attirer davantage d'investisseurs afin d'accélérer son industrialisation et renforcer son attractivité à travers la plateforme d'Adétikopé. Cette dernière a pour vocation de favoriser la transformation locale des matières premières agricoles

destinées à l'exportation (coton, soja) avec à la clé, 30 000 emplois créés d'ici 2025. Sur le plan des infrastructures, notamment, la distribution électrique et le réseau routier, le Togo fait partie des meilleurs en obtenant un score compris entre 3,7 et 4,4 comme l'indique le schéma ci-dessous. Deux nouvelles centrales énergétiques ont été mises en service en 2021 : l'une thermique à cycle combiné gaz-vapeur à Kékéli et une autre solaire à Blita.

Les performances du Togo sont aussi remarquables en matière d'incitation à l'investissement. Le Togo s'est surtout démarqué des autres pays africains dans les domaines du droit du travail, de la sécurité des personnes, du secteur bancaire, du réseau portuaire et aérien. Toutefois, des défis restent à relever dans les domaines de crédits aux entreprises, du coût de l'électricité et du coût de la télécommunication.

La rédaction

Développement socio-éducatif

Le Togo dans une dynamique d'amélioration

Si la jeunesse est l'avenir d'une nation, celui de la jeunesse réside dans une éducation de qualité. Cette éducation conduit vers l'emploi. Cependant, la corruption fait partie des maux dont souffre le domaine de l'emploi. Conscient de ces réalités, l'exécutif togolais s'est assigné la mission d'améliorer le système éducatif, d'offrir de bonnes conditions de travail et d'aller au front à la corruption.



Pour une éducation de qualité

Ouvrir les écoles, c'est lutter contre la pauvreté. L'enjeu à la fois social et économique est très grand, suffisant pour motiver les dirigeants à se surpasser. Le Togo s'en sort plutôt bien dans la sous-région, avec une scolarisation quasi universelle ainsi qu'une augmentation du nombre de filles scolarisées en moyenne chaque année. Il n'en serait rien si le pays n'optait pas pour la construction et l'équipement des infrastructures d'accueil.

A l'horizon 2025, l'ambition est de mettre en place et équiper au moins 30 000 salles de classe. Il y a quelques mois, un projet a été lancé pour y parvenir. A la suite de celui-ci, les autorités ont activé un programme inclus dans cette initiative destinée à accroître les capacités d'accueil des établissements scolaires sur l'étendue du territoire.

Le ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat a doté les écoles et établissements publics du pays de ces mobiliers scolaires. Pour l'année scolaire 2020-2021, plus de 20 000 tables-bancs ont été mises à la disposition des apprenants pour lutter contre l'insuffisance de places. Ces tables-bancs ont renforcé les capacités d'accueil des centres qui gèrent mieux le double flux décrété pour empêcher la Covid-19 de se

propager en milieu scolaire. Le monde éducatif est davantage facile d'accès grâce aux initiatives mises en œuvre comme la construction de 705 salles de classe au titre de l'année 2020-2021, le recrutement de 2 400 nouveaux enseignants et conseillers d'orientation en septembre 2021, l'opérationnalisation de la contractualisation entre l'Etat et le secteur privé, les Projets d'appui à la réforme des collèges (Parec 2) et d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (Paqgeb)... Il est prévu dans le cadre du projet l'« augmentation des capacités d'accueil scolaire », la construction et la réhabilitation de 130 salles de classe, 19 bureaux et 19 magasins.

Outre la gratuité de l'école préscolaire et primaire depuis 2008, les frais de scolarité dans les collèges et lycées d'enseignement public ont été supprimés pour l'année académique en cours. Il y a également l'inscription aux examens nationaux qui est exemptée de frais. Par-dessus tout, on ne peut passer sous silence School Assur (près de 2 800 000 prises en charge effectuées de 2017 à janvier 2022) et les cantines scolaires (plus de 90 000 écoliers touchés en moyenne chaque année), deux programmes à fort succès dans les 05 régions du Togo.

et qui a un chiffre d'affaires annuel limité. Les micro-entrepreneurs sont des acteurs indispensables pour l'économie nationale. Au Togo, pays où l'Etat s'efface davantage au profit du marché, les micro-entreprises ont le vent en poupe. Favorisés par des réformes qui rajeunissent l'environnement des affaires, les Togolais développent des activités qui les mettent à l'abri du besoin. En 2021, la formation des jeunes en entrepreneuriat ainsi que l'allocation des microcrédits (prêts de faible montant à des entrepreneurs ou artisans qui ne peuvent pas accéder aux prêts bancaires classiques) ont permis à la cible de mettre en place 11 248 micro-entreprises, contre 9 400 une année plus tôt. A leur tour, les micro-entreprises créées tout au long de l'année écoulée ont favorisé la création de plus de 26 000 emplois pour les jeunes. Ces emplois ont renforcé leurs moyens de subsistance, amélioré leur revenu mensuel, augmenté leur pouvoir d'achat et par conséquent leurs capacités à prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille. Il est le meilleur emploi dorénavant.

Pour le promouvoir, un montant de plus de 180 milliards de francs CFA a été dépensé ces dernières années par les autorités togolaises. En 2012, les frais de création d'entreprise étaient de 262 000 francs CFA. Aujourd'hui, ils ne sont que de 30 000 francs, soit une baisse de 90%, sans oublier les autres mesures incitatives en vigueur (suppression des frais de publication d'annonce légale, dématérialisation des procédures d'enregistrement, suppression des droits d'enregistrement et de timbres, etc.). Ces différentes formes d'appuis éloignent les jeunes du vice et de l'inactivité socioprofessionnelle.

Le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré 13 777 nouvelles sociétés en 2021, ce qui équivaut à une hausse de 9% si on compare ce chiffre à celui de 2020 qui est de 12 592. Sur les 13 777 entreprises, 11 665 sont portées par des Togolais contre 9 701 en 2020, soit une augmentation de 20% à ce niveau. Et sur ces 11 665 entreprises créées par des nationaux, 3 721 ont été l'œuvre des femmes, contre 3 426 en 2020. L'entrepreneuriat nourrit son homme au Togo.

Le Togo résiste à la corruption... faire davantage



Un choix contre la corruption

Le Togo demeure un bon élève en matière de lutte contre la corruption. Il a gagné 06 places dans un rapport de l'ONG Transparency International sur la perception de la corruption dans le monde, publié en janvier 2022. Cette avancée n'est autre que le fruit des actions menées par l'Etat à travers ses institutions pour une lutte plus adaptée.

La principale arme de lutte du gouvernement contre la corruption est la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia), créée en 2015. Les dernières sorties de l'institution, surtout en 2021, ont été on ne peut plus visibles. Une stratégie nationale de lutte contre la corruption et les infractions assimilées devrait voir le jour en mars 2022. En mai 2021, le gouvernement a donné carte blanche pour sa mise en place sur une durée de 18 mois. Ce plan, établi, facilitera l'obtention de plus de résultats indispensables. Ainsi, du dernier trimestre de l'année 2020 jusqu'en 2021, la Haplucia a mené des rencontres qui ont servi à l'avancement de ce plan stratégique comme l'installation du comité de pilotage du plan, l'enrichissement du document Non moins efficaces, des journées de

sensibilisation sont toujours organisées par l'institution pour une bonne compréhension des risques liés à la corruption. Démarrée depuis 2018, la campagne nationale de sensibilisation contre la corruption et les infractions assimilées a réussi à toucher près de 5 000 personnes. Créé en décembre 2012, l'Office togolais des recettes (OTR) intervient également pour éviter le non-paiement des impôts et taxes, les pratiques d'incivisme fiscal, le blanchiment d'argent et le vol de deniers publics.

Dans la même lancée, pour une transparence dans l'exercice des fonctions publiques, la déclaration des biens et avoirs des hautes personnalités, hauts fonctionnaires et agents publics est désormais effective au Togo. En fin janvier 2022, le médiateur de la République a déclaré ses biens et avoirs devant la Cour constitutionnelle, en présence d'assesseurs, de greffiers et d'huissiers de justice. L'objectif de cette démarche est de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions et charges publiques et surtout, prévenir l'enrichissement illicite.

Attipoe Edem Kodjo

Essor des micro-entreprises et emplois au Togo



Une micro-entreprise, encore appelée Très petite entreprise (TPE), est une entreprise de faible taille, employant très peu de salariés



NOTE D'INFORMATION N° / 2022 / CBI

OBJET: CAMPAGNE D'OUVERTURE DE COMPTES

Chers clients,
Fêtez les 7 ans de votre Banque.

A partir du **7 mars 2022**, durant 7 semaines, pour les **7 ans de CBI TOGO**, « **Recommande 7 clients et gagne un super lot au multiple de 7** » c'est le « **TRIPLE 7** »

LE CONCEPT DE LA CAMPAGNE :

- Vous êtes client ou non de la banque, recommandez 7 contacts (parents, amis, partenaires d'affaires, etc...), et faites-les ouvrir un compte dans l'une de nos agences et vous êtes l'heureux gagnant.
- Communiquez votre numéro de téléphone à votre filleul en guise de clef de votre parrainage. Rassurez-vous de communiquer un seul numéro de téléphone à tous vos filleuls.

LES RECOMPENSES :

- 7 recommandations concrétisées donnent droit à un gain en ressources financières d'une valeur de **3x7x1000 XOF soit 21.000 XOF**.
- Si dans la panoplie des 7 comptes recommandés et créés il y a au moins « deux comptes Epargne Diaspora » ou « deux comptes Wadia », le gain est de **4x7x1000 XOF soit 28.000 XOF**.
- Votre gain est versé sur votre compte épargne. Si n'avez pas encore un compte épargne dans nos livres, il vous sera créé d'office.

LA DUREE :

La campagne se déroulera sur 7 semaines du 07 mars 2022 au 17 Avril 2022.

Bonne chance à tous

Lomé, le 07 mars 2022
La Direction Générale

CHALLENGE TRIPLE 7

**POUR NOS
7 ANS
RECOMMANDE
7 CLIENTS
ET GAGNE
UN SUPER
LOT AU MULTIPLE
DE 7**

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

**CORIS
BANK
INTERNATIONAL**

Garantie de loyer, caution et bail d'habitation

Le ministère en charge de l'Habitat explique ce qu'il faut retenir du décret réglementant les pratiques dans le secteur

La caution, la garantie de loyer et du bail d'habitation ainsi que le modèle de contrat de bail d'habitation réglementés par le décret n°2022-001/PR ont récemment fait l'objet d'échanges entre le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière.

Ces échanges qui se sont tenus hier mardi 15 mars à Lomé avait pour objectif d'expliquer davantage le contenu du premier décret pris par le gouvernement togolais portant réglementation de la caution, de la garantie de loyer et du bail d'habitation ainsi que du modèle de contrat de bail.

Selon le ministère en charge de l'Urbanisme, le texte ne s'applique qu'au bail à usage d'habitation. Sont exclus, les beaux à usage professionnel,

commercial ou encore des beaux consentis par les personnes morales de droit public. Le décret s'applique dans un premier temps dans le Grand Lomé.

Le décret récemment pris par le gouvernement précise les obligations essentielles qui doivent figurer dans le contrat, un des aspects les plus importants du texte. Il précise les obligations à la charge du bailleur et celles qui sont à la charge du preneur.

Des études sont en cours pour déterminer les modalités de son

application dans les villes de l'intérieur étant donné que les réalités ne sont pas les mêmes, rassure le gouvernement.

Il convient aussi de préciser que le décret est d'ordre public. Les dispositions contenues dans ce texte s'imposent donc à tous. Les deux parties ne peuvent pas de par leur volonté individuelle déroger aux dispositions du texte. Aussi, en cas de violation, il est prévu des sanctions notamment à l'article 82.

Sous le fond, le texte innove sur un certain nombre d'aspects notamment dans la

formalisation même des rapports entre le bailleur et le preneur. Désormais, le contrat de bail doit être un contrat écrit. Il a été donc proposé un modèle de contrat type prévu par le décret.

« Quand on demande un an, deux ans, voire trois ans de caution à un citoyen qui voudrait se loger décemment, nous convenons d'une situation de plus en plus invivable pour les populations. Le gouvernement a décidé de tous prévoir en amont par un vaste programme de construction de 20 mille logements dans la feuille de route 2020-2025 répartis sur toute l'étendue du

territoire national. Les populations pourront se loger à coût abordable. Il importe donc de commencer à réglementer le secteur grâce à l'adoption de mesures de règlement, de dispositions devant garantir aux deux parties notamment le propriétaire et le locataire, la sécurité et les avantages des uns et des autres. C'est ce que le décret veut faire. Il s'agit d'un programme qui doit suivre un processus » a indiqué Dr Edoh Komla, Directeur de Cabinet du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière.

TM



43 ans

Joël Vignon Kossi EGAH
Décédé le dimanche 06 mars 2022

VENDREDI 18 MARS 2022
17H : Messe veillée à la paroisse Saint Kizito de Tokoin Doumassessé

SAMEDI 19 MARS 2022
08H : Messe d'enterrement en la même paroisse suivie de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 14 au 21 /03/ 2022

A DIEU LA GLOIRE	LÉGBASSITO	93263600
ADOUNI	VAKPOSSITO	90330419
AÉROPORT	AÉROPORT SITO	96515974
BAGUIDA	BAGUIDA	22354777
BEL AIR	PALM BEACH ADAWLATO	22210321
BETANIA	TOTSI-GLENKOMÉ	22438940
BETHEL	ADIDOGOMÉ	22252370
BIOVA	HOUPHÈT-BOIGNY	70231923
KPEHENOU	HOUPHOUET - BOIGNY	22213224
LIBERATION	AV. LIBÉRATION	22222525
PROVIDENCE	BD JEAN PAUL II	22266648
DES ECOLES	ADIDOGOMÉ	22517575
DES ROSES	VAKPOSSITO	22373812
EL-NISSI	GBOMAMÉ	99733932
EL SHADAI	FACE ESTAO	22514425
EMMAÛS	MISSION TOVÉ	22402504
ENOULI	AGBALEPEDOGAN	22259068
HORIZON	NYÉKONAKPOË	90565256
HOSANNA	ADIDOGOMÉ	22515049
INTERNATIONALE	HÉDZRANAWOÉ	96800928
JUSTINE	TOKOIN HABITAT	22210001
BARAKA	AGOË LOGOPE	90174928
FLAMME D'AMOUR	AGODÉKÉ	70457014
LA GRACE	SUN AGIP AGOË	22259165
LE GALIEN	ADIDOADIN	22517171
LE ROCHER	AGOE ZONGO	92300659
LILAS	KÉGUÉ	93488812
MAELYS	BÈ KPOTA	70448679
MAGNIFICAT	YOKOE	22564320
MATHILDA	LOMÉGAN - ODEF	22511534
MAWULE	BÈ-KPOTA	70459186
NELLY'S	KLÉMÉ AGBOKPANOU	92011100
NOTRE DAME DE LOURDES	AGOË	22440101
REGINA PACIS	ADÉTIKOPÉ	22459858
SAINT PHILIPPE	SANGUÉRA	90673324
SAINT RAPHAEL	ATIKPODJI	99343378
SATIS	KOSHIGAN À AGOË	22503055
THERYA	MANGOTIGOMÉ	70448177
UNIVERS-SANTE	CITÉ OUA F	93888331
VOLONTAS DEI	AVÉDJI	22360095
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70462664

Blagues du jour

Après le culte du dimanche, une femme a vu son mari assis tranquillement et pensif dans le jardin de l'église. Elle s'est inquiétée et a décidé de lui demander.

La femme: Mon chéri, pourquoi es-tu assis si tranquillement dans le jardin?
Qu'est-ce qui te dérange ?

Le Mari: Je pense à la confession de notre pasteur. Cela me rend mal à l'aise.

La Femme: qu'est-ce que c'est?

Le Mari : le Pasteur a avoué qu'il avait couché avec toutes les femmes mariées et célibataires, dans l'église, mais SEULEMENT une femme a refusé de coucher avec lui parce qu'elle craint Dieu.

La Femme: hmmm !!! Ça doit être Madame Comforte là... Elle joue toujours à la plus Sainte parmi nous
.....
Et la bagarre a commencé !



Dans le cadre du renouvellement de son répertoire des fournisseurs et prestataires de services pour l'année 2022, la PIA lance un appel à manifestation d'intérêt général afin de permettre aux opérateurs économiques légalement installés qui souhaiteraient nouer une relation de partenariat avec la PIA.

Les opérateurs économiques intéressés sont priés d'introduire un dossier de candidature sous pli fermé à l'adresse ci-dessous ou en un document pdf unique envoyé à l'adresse procurement.pia@arisenet.com.

**Monsieur le Directeur Général de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé
Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)
Parc Industriel d'Adetikopé
Rue Nationale n°01, TSEVIE – BP12917.
Lomé, Republic of TOGO.**

La PIA rappelle aux prestataires et fournisseurs qui travaillent déjà avec elle, qu'ils ne sont pas exemptés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 15 mars 2022 à 17 heures 30 minutes TU (nouvelle date) portant la mention « Manifestation d'intérêt pour inscription dans le répertoire des fournisseurs et prestataires de la PIA ». Le domaine de compétence dans lequel votre structure est spécialisée sera aussi indiqué sur l'enveloppe.

Le dossier de candidature doit comporter :

Les pièces administratives en cours de validité : carte d'opérateur économique, quitus fiscal;
Les nom, prénoms, raison sociale, adresse complète (téléphone, fax, e-mail) ;
La date de création de la structure, la nature juridique ;
L'extrait du registre du commerce ;
Les expériences dans le domaine (attestation de bonne exécution).

Différents domaines de compétences :

Cabinet conseil / Qualité de service
Architecte - Consultant
Architecte / Evaluation de garanties
Bureaux de contrôle / suivi des marchés de BTP
Fourniture, installation, maintenance de climatiseurs splits
Fourniture de porte munie de détecteur de métaux / Maintenance
Fourniture et entretien de portes fortes
Fourniture, installation et maintenance de groupe électrogène
Fourniture, installation et maintenance du système de sécurité / incendie / alarme / intrusion
Fournitures et maintenance d'équipements de sécurité
Travaux d'électricité bâtiment
Travaux de BTP
Fourniture et installation de matériel électrique
Fourniture, installation et maintenance d'onduleur / régulateur
Fourniture et maintenance de matériels informatiques
Prestation de service de gardiennage et de sécurité
Fourniture, installation et maintenance (recharge) extincteurs
Fourniture et maintenance de logiciels informatiques
Fourniture d'équipement bureautique ; Copieurs ; Fax ; Calculatrices ; Scanners ; Imprimantes ; etc
Décoration intérieur bâtiment / emballage
Fourniture de bureau
Fourniture de consommables informatiques
Fourniture et maintenance de machine de caisse et accessoires (Horodateur ; Gaufreuse ; Compteuse de billets ; Détecteurs de faux billets etc
Vente d'appareils électro-ménagers
Fourniture de Mobilier de bureau
Concessionnaire véhicule
Garage de mécanique automobile
Location de véhicule et/ou Grue
Infographie
Travaux d'imprimerie / sérigraphie
Photographie et reportage
Télécommunications : Liaison V-SAT - BLR, LS
Restauration d'entreprise
Entretien et nettoyage de Bâtiment
Menuiserie bois / aluminium
Soudure
Peinture
Plomberie
Quincaillerie
Jardinage et Entretien des espaces verts
Entretien de piscine
Divers autres



As part of the renewal of its directory of suppliers and service providers for the year 2022, the PIA is launching a call for expression of general interest in order to enable legally established economic operators who would like to establish a partnership relationship with the PIA.

Interested economic operators are requested to submit an application form in a sealed envelope to the below address or as a single pdf document sent to procurement.pia@arisenet.com.

**To the General Director of the Adetikopé Industrial Platform
Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)
Parc Industriel d'Adetikopé
Rue Nationale n°01, TSEVIE – BP12917.
Lomé, Republic of TOGO.**

The PIA reminds service providers and suppliers who already work with it that they are not exempt from this formality and that they will have to produce the same files.

Applications must be submitted by February 25, 2021 at 5.30 p.m. UT at the latest, marked "Expression of interest for inclusion in the directory of suppliers and service providers of the PIA". The area of expertise in which your structure is specialized will also be indicated on the envelope.

The application file must include:

Valid administrative documents: economic operator card, tax discharge; Surname, first names, company name, full address (telephone, fax, e-mail);
The date of creation of the structure, the legal nature;
The extract from the commercial register;
Experiences in the field (certificate of good execution/recommendation letters- etc.).

Different areas of expertise:

Consulting firm / Quality of service
Architect - Consultant
Architect / Guarantee valuation
Construction contract control / monitoring offices
Supply, installation, maintenance of split air conditioners
Door supplied with metal detector / Maintenance
Supply and maintenance of strong doors
Supply, installation and maintenance of generator sets
Supply, installation and maintenance of the security / fire / alarm / intrusion system
Supply and maintenance of safety equipment
Building electrical work
Construction works
Supply and installation of electrical equipment
Supply, installation and maintenance of inverter / regulator
Supply and maintenance of computer equipment
Guarding and security service provision
Supply, installation and maintenance (recharging) of fire extinguishers
Supply and maintenance of computer software
Supply of office equipment; Copiers; Fax; Calculators; Scanners; Printers; etc
Interior decoration building / packaging
Office supply
Supply of computer consumables
Supply and maintenance of cash machine and accessories (parking meter; embosser; bill counter; counterfeit detectors etc.
Sale of household appliances
Supply of office furniture
Vehicle dealer
Auto mechanic garage
Vehicle rental and / or Crane
Infographics
Printing / screen printing works
Photography and reportage
Telecommunications: V-SAT - BLR, LS link
Business catering
Building maintenance and cleaning
Wood / aluminum carpentry
Welding
Painting
Plumbing
Hardware store
Gardening and maintenance of green spaces
Pool maintenance
Various others

Production et consommation durable

Les acteurs ne s'accordent pas sur les freins à l'agriculture écologique

Les Objectifs de développement durable 2 et 12 (ODD 2 et 12) visent à parvenir à une agriculture durable, à des modes de production et de consommation durables. Tout le monde est d'accord qu'il faut revoir la manière dont notre nourriture est produite. Notre santé et celle de la planète en dépendent énormément. Mais, les acteurs n'arrivent pas à s'accorder sur les éléments qui freinent le recours systématique à l'agroécologie.

La cible 2.4 de l'ODD 2 stipule : « d'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols ».

« L'agroécologie n'est pas une option, c'est une nécessité », affirme Dzamah Kodzo Antoine, président de la ferme Sichem, spécialisée dans les pratiques agricoles écologiques. Mais, comment

faire en sorte que tant au niveau étatique qu'au niveau des agriculteurs, l'on puisse transiter de l'agriculture dite moderne à une agriculture écologique. N'y-a-t-il pas des facteurs qui rendent difficile voire impossible cette transition ? C'est là toute la pomme de discorde. Le député Gerry Taama qui investit dans la production et la consommation des produits locaux au Togo, pense que « l'agroécologie est une agriculture respectueuse de l'environnement ».

« Dans l'Afrique traditionnelle, on faisait de l'agroécologie. Avant, en cultivant, quand on tombe sur une termitière ou un arbuste, on ne les détruit pas », rappelle l'honorable Taama. Toutefois, il trouve que « l'agroécologie est difficile ». Le député togolais relève



Dr Koffigan Agbati et Gerry Taama (1er et 2eme de la droite vers la gauche)

beaucoup de freins comme l'inefficacité des intrants dits bio face aux intrants chimiques, les difficultés à écouler les produits, le coût des produits écologiques par rapport aux autres produits etc...

Le Dr Koffigan Agbati, spécialiste de la bioénergie et de l'agroécologie lui répond sèchement qu'il n'y a « aucun problème » dans la pratique de cette forme d'agriculture. Pour lui, il s'agit tout simplement de posséder la technologie, les techniques, les savoir-faire, et puis le tour est joué. Se prononçant sur la question de l'inefficacité supposée ou

non des intrants agricoles dits bio, le Dr Agbati affirme : « Il faut faire la différence entre compost et biofertilisant. Ce sont deux choses différentes ». En d'autres termes, un agriculteur qui dispose des techniques pour produire des biofertilisants aura de meilleurs rendements qu'un agriculteur qui se résout au compostage. Le compost ne serait donc pas efficace à 100%... Le débat reste donc houleux. Gerry Taama reconnaît quand même qu'« aujourd'hui, il y a beaucoup d'innovations dans le domaine de l'agroécologie. Mais, il se pose un problème

de sensibilisation et de vulgarisation ».

« L'agriculture biologique et l'agriculture intensive doivent aller de pair, parce que si aujourd'hui on veut totalement abandonner les intrants chimiques, cela va être extrêmement compliqué », a ajouté l'honorable Taama. Le Dr Koffigan Agbati qui est entièrement tourné vers l'agroécologie et qui a d'ailleurs mis en place un centre à cet effet dans la préfecture du Zio (Tsévié), ne voit pas forcément les choses de cette façon.

Edem Dadzie

Recyclage des plastiques

Utrader veut produire au moins un million de sacs pour écoliers

Utrader, une usine de transformation de déchets en richesses, créée par Ige Olatokunbo, ancienne Onusienne, veut produire au moins un million de sacs pour écoliers à base des plastiques. Cette révélation a été faite à l'ouverture des Journées de réflexion sur l'économie circulaire au Togo, organisées du 10 au 12 mars 2022 à Livingstones Ecovillage de Davié, qui est aussi la propriété de madame Olatokunbo.



Ige Olatokunbo (2eme de la gauche vers la droite) suivie du ministre de l'Environnement, Katari Foli-Bazi

Placées sous le thème : « Nos déchets, notre or dur : opportunités et défis », ces journées de réflexions avaient pour objectif de réunir les acteurs intervenant dans la protection de l'environnement (les architectes, les chercheurs, les acteurs du recyclage, les agriculteurs, les artistes, les couturiers etc...). L'idée est de sensibiliser la population togolaise afin d'améliorer l'assainissement de notre environnement, et créer de la richesse, des emplois,

pousser les jeunes à innover et faire disparaître les sachets plastiques, les pneus usés, les tissus que les gens jettent en



Chaussures et sacs fabriqués par Utrader à base du plastique

désordre. Mais, comment l'on

peut concrètement agir pour débarrasser notre environnement des sachets plastiques ? « À Utrader Ecovillage, nous nous sommes lancés le défi de produire un million de sacs d'écoliers et aussi les chaussures. On sait qu'au début de chaque année scolaire, des parents, des autorités, des politiciens, des entreprises cherchent à acheter des sacs et des chaussures pour les enfants. Pourquoi envoyer notre argent dans un autre pays pour aller acheter leurs plastiques et amener

cela ici pour finir encore par les jeter dans la nature



Un ouvrier dans l'atelier de Utrader

? Pourquoi ne pas ramasser les sachets plastiques que nous avons ici, créer les mêmes produits ? C'est cela la réutilisation... Nous avons la responsabilité

former les cinq-cents personnes qui feront partie de ce que Ige Olatokunbo appelle « notre armée de recycleurs ». C'est eux qui vont travailler pour la



Un ouvrier de Utrader travaillant sur sa machine

de réduire les déchets, de réutiliser et de recycler », a déclaré Ige Olatokunbo. Et pour réaliser ce travail gigantesque, Utrader lance déjà la formation des formateurs qui vont

production. « Les Objectifs de développement durable ne seront pas juste sur papier, mais aussi dans l'action », promet Ige Olatokunbo.

E. Dadzie

49eme session ordinaire

Le Comité interparlementaire de l'Uemoa réuni à Lomé du 14 au 23 mars 2022

Le Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CIP-Uemoa) se réunit à Lomé du 14 au 23 mars 2022 dans le cadre de sa 49eme session ordinaire. Au programme de cette session, il y aura une revue de l'Union en 2021, et la soumission du rapport aux parlementaires.

Le président par intérim du CIP-Uemoa, l'honorable Lucien Houngnibo, reconnaît que Lomé est une « ville légendaire et d'accueil connue de tous les députés du CIP ». En effet, l'année dernière, le CIP-Uemoa était réuni à Lomé avec une délégation plus forte. Cette année, certains pays de l'organisation ayant vu leurs institutions, dont les Parlements dissoutes depuis plusieurs mois, il n'y a que les délégations des pays dont l'ordre constitutionnel est actuellement respecté qui sont présentes dans la capitale togolaise.

D'ailleurs, dans son discours d'ouverture, l'honorable Lucien Houngnibo a relevé

qu'au titre de la gouvernance démocratique, le Comité interparlementaire déplore l'interruption du processus démocratique intervenue dans deux Etats membres et qui a entraîné la dissolution des institutions républicaines, dont les Parlements nationaux. « Le CIP espère un retour rapide à l'ordre républicain et le rétablissement des institutions démocratiques dans ces Etats membres », a-t-il affirmé.

La première session ordinaire du Comité interparlementaire de l'Uemoa au titre de l'année 2022 sera l'occasion d'informer les députés sur l'évolution de grands chantiers de l'Union. « Votre présence à nos côtés témoigne, s'il en est besoin,



L'honorable Lucien Houngnibo

de votre profond intérêt à l'endroit de notre organe parlementaire communautaire en particulier, et du processus de rapprochement des peuples vers l'approfondissement de l'intégration de nos Etats membres », leur a adressé le président par intérim Lucien Houngnibo.

Les temps forts de cette session seront consacrés aux

points suivants : examen en sous-comités, du rapport 2021 de la Commission de l'Uemoa sur la situation de l'Union assorti d'une note d'observations du CIP ; restitution des observations et questions des députés relatives au rapport 2021 de la Commission de l'Uemoa sur la situation de l'union assorti d'une note d'observations du CIP ; validation de la note

d'observations et questions des députés relatives au rapport 2021 de la Commission de l'Uemoa sur la situation de l'union ; relecture de la procédure d'intérim et de suppléance du président du Comité interparlementaire de l'Uemoa ; mise à niveau du calendrier des activités du CIP pour l'exercice 2022. Les députés du CIP-Uemoa auront l'agréable occasion d'entendre l'exposé du président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop, sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union. Au nom de ses collègues et en son nom, l'honorable Lucien Houngnibo a adressé ses sincères remerciements au président de la République togolaise Faure Gnassingbé, pour ses actions en faveur de la paix, du développement, de la démocratie et de l'intégration sous régionale.

E. Dadzie

Une formation gratuite pour les évangélistes de rue

Une initiative de deux associations chrétiennes togolaises

L'Association chrétienne pour la gestion des églises (ACGE), en collaboration avec le Mouvement d'évangélisation du Togo, un ministère de Campus pour Christ, a officiellement lancé lundi 14 mars 2022 à Lomé, les inscriptions gratuites d'une formation qui se tiendra en avril 2022, à l'endroit des évangélistes ambulants.

Pour une bonne pratique afin d'atteindre la mission de Christ contenue dans Matthieu 28 verset 19, l'Association chrétienne pour la gestion des églises (ACGE), a lancé une formation à l'endroit des évangélistes de rue, dits ambulants. "Allez, faites de toutes les nations des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit", a recommandé Jésus dans Matthieu 28 verset 19. Ainsi, il est constaté à Lomé la présence de personnes qui évangélisent dans les quartiers, carrefours, feux tricolores.

Le constat est que les conditions et la manière de ces évangélisations ne sont pas exempts de tout reproche, a analysé l'ACGE. « A la place des messages de salut, on prêche le message de jugement et de sentence. Ceux qui s'adonnent à cette activité, la plupart se positionnent à des endroits ou des rues non pratiquées où personne ne peut les écouter. Certaines

personnes qui évangélisent dans les rues le font dans un état physique qui laisse à désirer. Le manque de qualité du contenu du message ajouté à des heures peu orthodoxes riment avec la nuisance sonore », explique Emmanuel Attigan, président de l'ACGE.

Soucieuse et consciente de la réalité, l'ACGE a initié, dans une démarche unitaire, des sessions de formation à l'endroit des évangélistes ambulants sur les techniques d'évangélisation de rues. Et cette formation sera assurée par le Mouvement d'Évangélisation du Togo, un ministère de Campus pour Christ.

Au total, près de 300 évangélistes de rue sont attendus lors de cette formation gratuite d'une journée répartie en six sessions. Le Grand Lomé sera subdivisé en six zones afin de permettre aux participants de prendre part à la formation à l'endroit le



Emmanuel Attigan

plus proche d'eux. Ladite formation permettra de partager avec les participants l'incidence de la présentation physique de l'évangéliste sur son message ; présenter la différence entre un message de salut et un message de jugement ; aider à identifier les endroits géographiques et horaires propices pour atteindre beaucoup de personnes ; apprendre aux participants l'importance et les méthodes de l'évaluation des résultats des sorties d'évangélisation ; connaître

la différence entre prêcher et évangéliser.

D'après William Tekpo, représentant du Mouvement d'évangélisation du Togo « Nous avons accepté à bras-le-corps le projet de l'ACGE pour le mener à bien. Notre base est le Campus, les écoles supérieures et nous travaillons en collaboration avec les églises. Nous équipons également les leaders et nous nous appuyons aussi sur le digital pour toucher un grand nombre ».

Les inscriptions pour la formation ont débuté et se poursuivent via le (00228) 93902621. Créée en 2019, l'ACGE a pour mission de renforcer les capacités des dirigeants ecclésiastiques et contribuer à l'amélioration des modes d'administration et de gestion des églises. Sa vision est d'être un instrument efficace qui œuvre pour la promotion et la bonne gouvernance des églises et des organisations chrétiennes.

Edem Kodjo Attipoe



2 ans

**Avancer.
Pour vous.
Pour tous.**

Togocom

Réseau fixe et mobile le plus rapide du Togo

OGCA SPEEDTEST AWARDS
BEST MOBILE NETWORK
2021

OGCA SPEEDTEST AWARDS
BEST FIXED NETWORK
2021

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.

CMJN